

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 22/03/2.3

SEANCE DU 21 MARS 2022
L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	27	6	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Nicole BERNARDINI, (représentée par Monsieur le Maire)
Carine GINZAC, (représentée par Christine DEL NERO)
Delphine GROSSO, (représentée par Michel THUILIER)
Katell LE BLEIZ, (représentée par Didier MARTINA-FIESCHI)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Laetitia QUILICI)
Ombeline LOMPRES, (représentée par Dominique RIGHI)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer le contrat de relance ETAT/VILLE d'OLLIOULES

Monsieur le Maire informe le Conseil que dans le cadre du plan France Relance, l'Etat a décidé, dans les zones tendues, soumises à la loi SRU et qui n'ont pas fait l'objet d'un constat de carence, de soutenir l'effort de production de logements neufs en apportant une aide de 1 500€ par logement créé.

Pour cela, la Ville doit conclure avec l'Etat un contrat qui fixe un objectif de production de logements, toutes catégories confondues (libres, sociaux, collectif, individuels), en tenant compte d'un taux de renouvellement de 1% du parc de logements existants.

Si toutes les opérations sont comptabilisées dans cet objectif, seules celle de plus de deux logements avec une densité supérieure ou égale à 0,80 (surface de plancher/surface de terrain) bénéficieront de l'aide annoncée.

La période considérée s'échelonne entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 août 2022. A ce jour, et depuis le 1^{er} septembre 2021, le nombre de logements autorisés par permis de construire est de 42. Actuellement, les permis de construire pour 105 logements sont en cours d'instruction.

Néanmoins, seule l'opération PICHAUD, Avenue Barthélémy Dagnan, présente toutes les conditions nécessaires à l'obtention de cette aide. En effet, il s'agit de la construction de 64 logements, qui présente une densité de 1,16. Le permis sera délivré dans les prochains jours. Cette opération pourrait donc bénéficier de l'aide de 1.500€ par logement.

Au regard des règles de notre PLU, la délivrance d'autres opérations, de plus de deux logements, avec une densité supérieure ou égale à 0,80 semble difficile.

Des opérations, dont les permis sont délivrés ou en cours d'instruction, participeraient à la réalisation de l'objectif mais ne bénéficieraient pas d'aide, par exemple :

- l'opération 1106, Avenue Jean Monnet, de 17 logements, dont le permis de construire 083.090.21OC040 a été délivré le 14 septembre 2021 à la Société UNICIL. Sa densité, de 0,57, ne permet de bénéficier de l'aide financière de l'état.
- l'opération située 54 avenue Aristide Briand, qui concerne l'ESID de Toulon prévoit 27 logements. Là encore, sa densité de 0,03, l'exclut de l'aide.

Il est donc proposé au Conseil de fixer à 120 nouveaux logements l'objectif de production à atteindre et de demander à bénéficier de l'aide financière de 1.500 pour 64 logements nouveaux (PICHAUD).

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Plan France Relance,

VU le projet de contrat de relance du logement,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à signer, avec l'Etat, le contrat de relance du logement.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

